

La mer Rouge, de la mondialisation des échanges à la globalisation des conflits

*Marc Lavergne*¹

Le télescopage de la mondialisation des échanges à l'échelle globale avec les conflictualités aux échelles régionale et locale pose un défi au chercheur, appelé à chercher des articulations entre les différents angles d'approche et niveaux d'analyse ; l'intrication des jeux d'échelle est l'essence même de la géopolitique. Ces angles et ces niveaux requièrent ainsi, dans le cas de la mer Rouge, des compétences conjuguant la prise en compte des héritages – s'agissant d'une histoire qui plonge ses racines dans l'Antiquité –, de la manne pétrolière – qui irrigue, directement ou non, toute la région –, sans négliger l'ethnologie – s'agissant de communautés tournées vers la mer, voire le grand large, voisinant avec des pasteurs nomades ou des paysans montagnards. Des écheveaux de relations complexes, qui convergent dans des luttes, parfois existentielles, pour le pouvoir, au sein de chaque groupe et entre ceux-ci, dans une myriade de combinaisons faites d'invariants et d'opportunités.

Un terrain d'étude qui requiert du chercheur extérieur d'exceptionnels efforts d'adaptation et d'appréhension de son terrain : les rivages de la mer Rouge n'ont en effet été que tardivement et superficiellement colonisés. L'objectif des puissances européennes rivales s'est en effet limité au contrôle du flux maritime après l'ouverture du canal de Suez, puis, au XX^e siècle, à celui des gisements d'hydrocarbures du golfe Persique. C'est la raison pour laquelle les études consacrées à la mer Rouge évoquent plus souvent les rivalités entre puissances périphériques, voire lointaines, que les jeux et enjeux des acteurs aux échelles régionale et

Hérodote, n° 196, La Découverte, 1^{er} trimestre 2025.

1. Directeur de recherche émérite au CNRS. Équipe Monde arabe et méditerranéen (EMAM)/Laboratoire Cités, Territoires, Environnement (CITERES) – Université de Tours.

locale. La difficulté est donc de parvenir à donner au lecteur non averti des clés de compréhension qui fassent entrer en résonance ces différents niveaux d'analyse.

L'attention se focalise ainsi actuellement sur des menaces contre la fluidité du trafic maritime qui emprunte ce couloir : non plus le danger des récifs et des tempêtes, mais celui de l'instabilité, voire de la conflictualité qui embrase les rivages et leurs arrière-pays. La piraterie ciblant les navires marchands n'est pas une survivance des aléas de jadis, ses modes opératoires et leurs motivations reflétant des enjeux et des compétences modernes : ils peuvent être reliés à la mal-gouvernance, à la dégradation climatique ou environnementale, sur fond de croissance démographique et de mondialisation des échanges².

Ce numéro d'*Hérodote* se propose donc d'éclairer les facteurs de tension et de crises ayant la mer Rouge comme théâtre, à travers des contributions traitant de chaque État riverain, ou de thèmes transversaux. La mer Rouge, couloir de navigation internationale, et à ce titre enjeu stratégique à l'échelle globale [Lavergne et Rigoulet-Roze, 2022], est en effet d'abord une Méditerranée, c'est-à-dire une aire de civilisation reliant ses rives et exerçant une attraction sur leurs arrière-pays, ce qui ne va pas sans susciter des convoitises et des compétitions pour leur contrôle.

La mer Rouge au cœur de « Visions » tourmentées

Le fossé du grand « rift arabo-africain » relie la Méditerranée à l'océan Indien et, de là, à l'Extrême-Orient, tout en séparant la péninsule Arabique du continent africain. De ce fait, même si elle apparaît comme un espace stérile, bordé de déserts, la mer Rouge est un carrefour où se rencontrent et se côtoient les influences des mondes qui l'entourent.

Elle est également, faut-il le rappeler, le berceau de l'islam : une religion monothéiste porteuse d'une civilisation planétaire ; aucune contingence dans cet avènement d'une religion sur un axe caravanier, fondée sur un héritage monothéiste judéo-chrétien, à l'interface entre des sociétés nomades autonomes et ouvertes à l'immensité terrestre et céleste, et des sociétés marchandes au confluent de routes caravanières. La relation tant avec l'Orient qu'avec l'Occident, par la mer Rouge, ou avec l'Afrique qui lui fait face, structure l'ensemble des relations, tant internes qu'externes, de ce bassin ; la mer Rouge a été, bien plus loin dans un passé mythifié, le théâtre de la révélation abrahamique, avant celle plus prosaïque du

2. Hanna Ziady, « The shipping industry is sounding the alarm as another vessel sinks in the Red Sea », CNN Business, 20 juin 2024, <<https://edition.cnn.com/2024/06/20/business/red-sea-vessel-sunk-shipping-warning/index.html>>.

roi Salomon et de ses amours tumultueuses avec la reine de Saba : des héritages qui demeurent prégnants de Jérusalem à La Mecque, de l'Arabie heureuse à l'Abyssinie.

Une méditerranée périphérique

Jusqu'à récemment, la mer Rouge était d'abord un objet d'intérêt pour son rôle dans l'économie-monde : vecteur de matières premières d'Asie et d'Afrique vers l'Europe, « atelier du monde » ; un flux aujourd'hui largement inversé, auquel s'est ajouté, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la sécurité des cargaisons de pétrole assurée par les États-Unis, relayés localement par un trio composé de l'Iran du Chah, de l'Éthiopie du Négus et d'Israël. La crainte de l'Occident était alors que la mer Rouge ne devînt un « lac arabe », voire qu'elle ne tombât entre les mains du bloc soviétique et de ses alliés : elle pouvait devenir le chaînon manquant entre l'URSS de Khrouchtchev et l'Inde de Nehru, grâce à l'Égypte nassérienne qui avait pris le contrôle du canal de Suez en 1956 au nord, et la république socialiste arabe et démocratique du Yémen, née en 1967 à Aden, au sud.

Ce temps des radars surveillant les détroits, comme au ras Musandam à l'entrée du Golfe, et des stations d'écoute comme Kagnev Station à proximité d'Asmara, semble aujourd'hui révolu. La mer Rouge est désormais surveillée par des bases américaines souvent éloignées, d'al-Udeid au Qatar à Diego Garcia au beau milieu de l'océan Indien, tandis qu'à l'inverse les bases implantées sur ses rives couvrent des espaces lointains, qu'il s'agisse, à Djibouti, de l'Africom américain³, du relais logistique à la présence française dans l'océan Indien⁴, ou de la base chinoise, qui demeure l'unique projection de son pays à l'étranger⁵.

Le retrait américain, signe d'un déplacement stratégique vers l'Indopacifique à la faveur de la fin programmée de l'ère des hydrocarbures, devait être compensé par une dévolution de son rôle régional à Israël : l'Alliance d'Abraham devait être la clé de l'insertion en puissance dominante et protectrice d'Israël vis-à-vis

3. Master Sgt. Chauncey Reed, « AFRICOM Leadership visits Camp Lemonnier, Djibouti », *US Army*, <www.army.mil/article/279652/africom_leadership_visits_camp_lemonnier_djibouti>.

4. « La France et Djibouti renouvellent leur partenariat de défense », *Le Monde*, 25 juillet 2024, <www.lemonde.fr/afrique/article/2024/07/25/la-france-et-djibouti-renouvellent-leur-partenariat-de-defense_6257786_3212.html>.

5. United States Institute of Peace, « Is China Eyeing a Second Military Base in Africa? », 30 janvier 2024, <<https://www.usip.org/publications/2024/01/china-eyeing-second-military-base-africa>>.

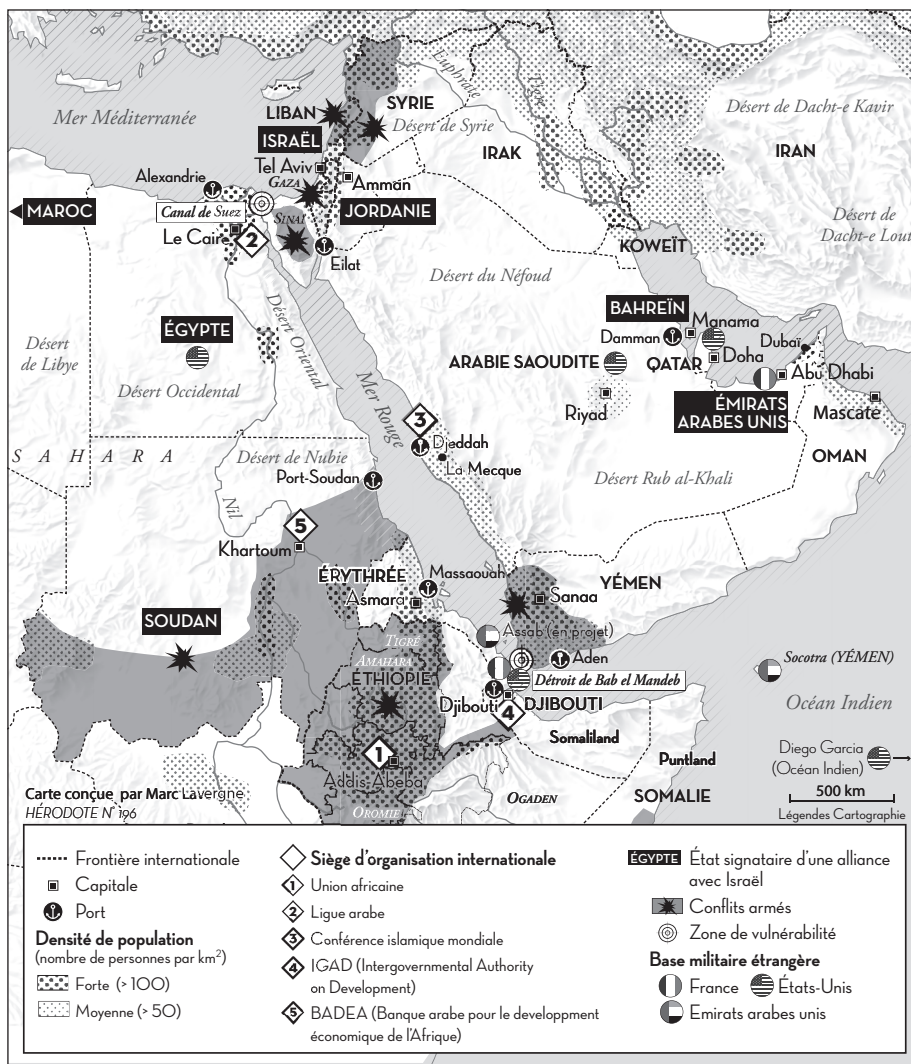
des monarques de la péninsule Arabique, les dirigeants de l'Égypte et la Jordanie étant déjà, depuis la signature de traités de paix, sous protection israélienne (voir l'article d'Emmanuel Navon). Mais il est à craindre que cette dévolution ne parvienne pas à calmer les réticences des candidats à la protection, inquiets de la mobilisation de leurs opinions publiques en faveur de la cause palestinienne, quels qu'en soient les défenseurs autoproclamés et leurs soutiens extérieurs. Il est en particulier douteux que l'Iran des mollahs, non plus qu'Israël, bénéficient du chaos dans lequel le Proche-Orient semble avoir été durablement plongé.

L'émergence des acteurs régionaux

La mer Rouge, désormais affectée de stigmates répulsifs, n'est d'ailleurs plus seulement un « objet » géopolitique sous tutelle de l'Occident ; elle est devenue un foyer d'acteurs autonomes, assumant des responsabilités et animant des rivalités bien au-delà de ses rivages ; certains États riverains sont devenus des puissances à l'échelle continentale, voire globale, comme l'Arabie Saoudite, l'Éthiopie, l'Égypte ou Israël : qu'il suffise ici de rappeler qu'Addis-Abeba abrite le siège de l'Union africaine, et Le Caire celui de la Ligue arabe – qui compte parmi ses membres, faut-il le rappeler, Djibouti, la Somalie et même les Comores –, tandis que Djeddah abrite le siège de la Conférence islamique mondiale... et, plus modestement, que Djibouti est le siège de l'active Intergovernmental Authority on Development (IGAD) regroupant les pays de la Corne de l'Afrique, et Khartoum celui de la BADEA (Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique).

La mer Rouge ne monopolise pas non plus les relations de ses riverains entre eux : l'Égypte a certes bâti, du temps du khédiva Ismaïl, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, un « empire africain de la mer Rouge », qui s'étendait jusqu'à Massaoua et Harar, de la côte aux plateaux abyssins [Solé, 2021], tandis que les lieux saints de l'islam étaient un havre et une pépinière de confréries et de prêcheurs qui ont essaimé de la Somalie du « Mad Mullah » qui donna du fil à retordre aux Britanniques, jusqu'au Mahdi soudanais qui s'empara de Khartoum en 1885 et dont le successeur, le Khalifa Abdullahi, originaire du lointain Darfour, régna durant quinze ans sur la vallée du Nil entre Égypte et Éthiopie. C'est bien toujours la vallée du Nil qui constitue le vecteur et l'objet de la relation hier fructueuse, devenue aujourd'hui conflictuelle, entre Égypte, Soudan et Éthiopie. De même, sur la péninsule Arabique, c'est la route caravanière de l'encens qui a été durant des millénaires un vecteur de richesse entre l'océan Indien et la Méditerranée, et a inscrit la région dans l'histoire de la civilisation humaine, avec l'avènement de l'islam de La Mecque à Médine.

CARTE 1. – CARTE POLITIQUE DE LA MER ROUGE



Herodote, n° 196, La Découverte, 1^{er} trimestre 2025.

Il est également notable que la mer Rouge, pourtant indéniablement une « méditerranée » au sens braudélien du terme, n'ait donné lieu à aucune construction étatique : aucune capitale ne s'est imposée sur ses rives⁶ : Le Caire et Khartoum ont été édifiés sur les rives du Nil, La Mecque, au cœur du Hedjaz, puis Riyadh à celui du Nejd, berceau de la famille régnante des Al-Saoud ; en Éthiopie, l'Abyssinie historique eut pour capitales successives Axoum, Lalibela puis Gondar, et enfin Addis-Abeba, toutes situées au centre de gravité de l'empire, au fur et à mesure de son déplacement vers le sud, tandis qu'au Yémen ce fut Taëz, puis Sanaa au cœur des hauts plateaux de l'intérieur.

Un objet, plus qu'un sujet géopolitique

La mer Rouge n'a certes jamais manqué de ports actifs, servant d'interfaces commerciales entre l'intérieur et le grand large, en direction de la Méditerranée ou de l'océan Indien, animés en outre par le va-et-vient des pèlerins sur le chemin des lieux saints de l'islam : Aydhab, Souakin, Adoulis, Mokha sont des noms qui évoquent un passé pacifique et prospère. Mais l'influence culturelle et politique de ces ports a toujours été limitée à leur étroite plaine littorale. Deux univers s'opposent ainsi, juxtaposés sans transition, entre une civilisation maritime, ouverte sur le large, homogène par ses échanges humains, par l'adhésion à la religion islamique et à la langue arabe : ce fort sentiment d'appartenance à une même aire de civilisation transcende encore aujourd'hui les gradients de la fortune et la division entre États, d'un côté comme de l'autre de la mer Rouge [Tuchscherer, 1991]. À l'inverse, l'intérieur est le domaine de paysanneries accrochées à de hauts plateaux froids et venteux, ou à des pentes vertigineuses aménagées en terrasses, tandis que les arrière-pays sont les terres de parcours de tribus nomades chamelières : des univers clos, repliés sur leurs traditions et leurs rites ancestraux, fermés au monde extérieur. C'est en particulier le cas de la « forteresse » abyssine, bordée de marges littorales arides et hostiles, mais indispensables pour ses échanges avec le monde extérieur (voir l'article de Bezunesh Tamru).

6. À l'exception de Djibouti, création portuaire coloniale en milieu nomade.

Avant-postes et arrière-pays : un hiatus insurmontable ?

Cette dichotomie littoral/intérieur est source d'une méfiance réciproque, qui fait une gageure de la stabilisation des États et de la formation d'un sentiment national. À cela s'ajoute une tendance au morcellement des sociétés paysannes de l'intérieur, qui ne connaissent de l'État qu'une dimension prédatrice : l'instabilité et le fractionnement sont donc la règle, tant au Yémen intérieur, divisé en confédérations et en tribus rivales, elles-mêmes structurées en castes héréditaires rigides, qu'en Éthiopie où se côtoient des peuples aux statuts hiérarchisés (voir l'article d'Alain Gascon), ou en Somalie, où les territoires pastoraux et les ressources du commerce sont l'objet de rivalités meurtrières entre groupes nomades organisés sur une base clanique.

La Somalie est un cas d'école : il montre à quel point l'unité de langue et de religion, l'uniformité des activités pastorales et des modes d'existence nomade ne garantissent en rien la formation de structures étatiques stables et reconnues comme légitimes. La cohésion des groupes ne peut y être garantie que par la division, peut-être pour s'adapter à la précarité et à la médiocrité des ressources ?

Cette instabilité peut fournir des leviers à l'intervention étrangère : l'aide qui peut être accordée par les États rentiers de la rive arabe, voire par des puissances périphériques comme la Turquie ou l'Iran, peut venir renforcer la capacité d'action de groupes en quête de reconnaissance et de participation, voire de mainmise sur les ressources disponibles. On note même que la piraterie au grand large des côtes somaliennes obéit à des commanditaires situés loin du champ d'intervention, dépourvus de toute préoccupation politique⁷ ; toutes choses égales par ailleurs, le déclenchement d'attaques sur mer des houthistes yéménites en solidarité avec le Hamas à Gaza est organisé, de façon strictement opportuniste, par et depuis l'Iran⁸.

De même, le soutien décisif accordé par les Émirats arabes unis aux Forces de soutien rapide (FSR) au Soudan est directement motivé par l'intérêt financier de la place de Dubaï dans l'exploitation aurifère au Soudan⁹, tandis que le soutien

7. Noé Hochet-Bodin, « Au large de la Somalie, le retour de la piraterie », *Le Monde*, 20 mars 2024, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/20/au-large-de-la-somalie-le-retour-de-la-piraterie_6223109_3212.html>.

8. Lawrence Freedman, « Houthis, États-Unis : comment la guerre s'est étendue à la mer Rouge », *Le Grand Continent*, 23 janvier 2024, <<https://legrandcontinent.eu/fr/2024/01/23/houthis-etats-unis-comment-la-guerre-sest-etendue-a-la-mer-rouge/>>.

9. Oscar Rickett, « Comment les Émirats arabes unis alimentent le conflit au Soudan », *Middle East Eye*, 9 février 2024, <www.middleeasteye.net/fr/actualites/comment-les-emirats-arabes-unis-alimentent-le-conflit-au-soudan>.

de l'armée égyptienne à son homologue soudanaise tient certes à la conception égyptienne du rôle central de l'État et de son armée, mais également à un intérêt à l'exploitation ultérieure des ressources du Soudan et au contrôle des eaux du Nil¹⁰ (voir l'article de Gérard Prunier).

La « Vision 2030 » : un volontarisme aléatoire

Mais ces soubresauts somme toute mineurs méritent d'être mis en regard de perspectives d'une tout autre ampleur : l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire le prince héritier Mohammed ben Salmane et son entourage, a élaboré une Vision 2030¹¹ destinée certes à préparer l'après-pétrole, mais aussi à ne pas laisser aux Émirats arabes unis, en l'occurrence à Abu Dhabi, le monopole de la « vision ». Cette ambition saoudienne a pris la mer Rouge comme terrain d'application : un choix symbolique de rupture avec le passé pétrolier, une stratégie d'évitement face à l'Iran et une quête d'ouverture sur les eaux libres. Un pari qui a pris une dimension extravagante – l'ubris réelle ou feinte de la cité Neom : destinée uniquement à attirer l'attention, ou réel défi à toutes les lois de la physique, de la nature comme de l'économie, une rupture civilisationnelle avec le passé, matériel voire spirituel¹² ? Ce défi ouvre l'avenir de l'Arabie Saoudite sur le monde extérieur, par une économie qui ne serait plus de rente, mais de compétence et d'intégration à une économie mondiale fondée sur l'innovation. Un pari qui demeure risqué, comme tant d'autres, lancés par le prince héritier depuis son accession au pouvoir, avec des résultats contre-productifs, comme la rétention du Premier ministre libanais Hariri, l'odieux assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, l'embargo prononcé contre le Qatar, ou le déclenchement d'une guerre dévastatrice et ruineuse à l'encontre du peuple yéménite. Et des projets qui

10. « L'Égypte dément les allégations de la milice de Soutien rapide selon lesquelles elle aurait mené des frappes au Soudan », *Al Ahram Hebdo*, 10 octobre 2024, <<https://french.ahram.org.eg/NewsContent/1/130/53638/Égypte/Politique/L%E2%80%99Égypte-d;ment-les-all;gations-de-la-milice-de-So.aspx>>.

11. King Salman Bin Abdulaziz Al Saud, « Vision 2030 pour l'Arabie Saoudite », <https://www.vision2030.gov.sa/media/rc0b5oy1/saudi_vision203.pdf>.

12. Awol Allo, « Why Abiy Ahmed's Prosperity Party could be bad news for Ethiopia », *Al Jazeera*, 5 décembre 2019, <www.aljazeera.com/opinions/2019/12/5/why-abiy-ahmeds-prosperity-party-could-be-bad-news-for-ethiopia> ; NEOM Youtube Channel, <<https://www.youtube.com/channel/UCI0eCJPupCsTrob0bprhw>> ; pour une critique argumentée du projet NEOM, voir Architekton-Histoires d'architecture, « NEOM, The Line : cette folie doit cesser maintenant », vidéo mise en ligne le 4 novembre 2024, 13'25, <www.youtube.com/watch?v=oQkwvqqGgU8>.

peuvent attiser la frustration et la rancœur de la population du Hedjaz intérieur, conquis il y a tout juste un siècle par Ibn Saoud, fondateur du royaume qui porte aujourd'hui son nom. Le Hedjaz intérieur semble en effet soigneusement tenu à l'écart de cette « vision », qui porte sur des sites littoraux « vierges » et évite également les centres urbains et les oasis de l'intérieur, du Nejd au Qassim.

L'Éthiopie, une frénésie de développement sur fond de rivalités existentielles

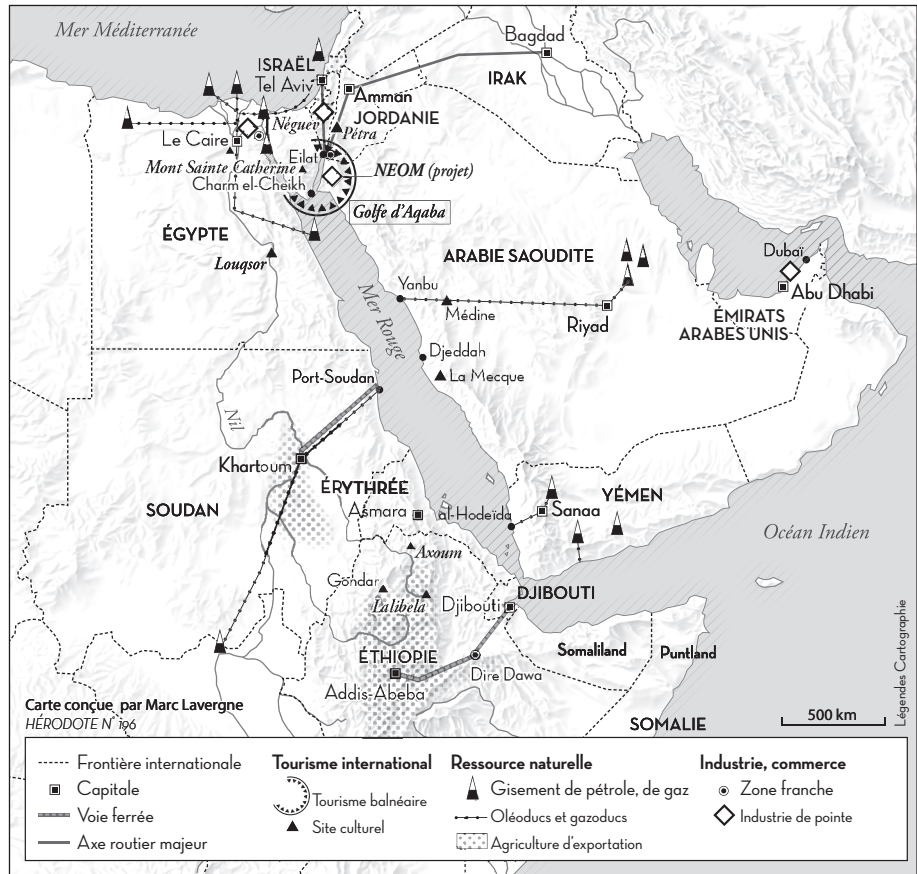
Sur la rive africaine, qui abrite les peuples les plus démunis de la planète, faisant face, caricaturalement, aux plus riches sur la rive saoudienne, de grandioses projets se mettent également en place : non pas tant en Égypte, où les seules ressources visées sont le tourisme balnéaire, qui s'étend désormais jusqu'à Ras Banas, l'antique Bérénice, et qui exige sécurité à l'intérieur et paix à l'extérieur, ni au Soudan dévasté, ou dans une Érythrée tétanisée par un pouvoir kafkaïen (voir l'article de Alain Gascon), qu'en Éthiopie : l'antique empire est dirigé depuis 2018 par un autre personnage hors normes, Abiy Ahmed, qui se pense investi d'une mission divine, consistant à refonder l'Éthiopie par le biais de la « prospérité » [Dibaba, 2021]¹³ ; là encore, le pari sur l'avenir consiste en de grands chantiers, bouleversant les hiérarchies et les statuts établis. Le grand barrage de la Renaissance (GERD) sur le Nil Bleu est le symbole de cette Éthiopie nouvelle¹⁴, menacée pourtant, après l'effroyable répression du peuple tigréen, par un basculement général dans la violence meurtrière à l'encontre de toute résistance. Les projets d'aménagement de la capitale, qui imposent l'éviction des habitants historiques Oromos, ou l'expropriation massive des peuples d'éleveurs du Sud et de l'Ouest, au profit des investisseurs étrangers, de Chine, d'Arabie Saoudite ou des Émirats du Golfe, voire d'Israël, sont réalisés *manu militari*. Mais le gouvernement, impavide dans sa quête d'un accès à la mer, se trouve confronté à une alliance inédite de ses marches, de l'Érythrée à la Somalie¹⁵ : un jeu de go grandeur nature où il s'appuie sur un partenaire

13. Tom Gardner, « The Many Faces of Abiy Ahmed : Ethiopia's leader is both messianic and Machiavellian – and his reputation as a Nobel-winning peacemaker has been tainted by the brutal Tigray war », *Foreign Policy*, 6 septembre 2024, <<https://foreignpolicy.com/2024/09/06/abiy-ahmed-ethiopia-tigray-tplf-eritrea/>>.

14. « L'Éthiopie annonce doubler la production de son mégabarrage sur le Nil », *Le Monde*, 28 août 2024.

15. « Eritrea, Egypt and Somalia strengthen ties amid regional strife, strained relations with Ethiopia », *IntelliNews*, 11 octobre 2024, <www.intellinews.com/eritrea-egypt-and-somalia-strengthen-ties-amid-regional-strife-strained-relations-with-ethiopia-347840/>.

CARTE 2. – CARTE ÉCONOMIQUE DE LA MER ROUGE



Hérodote, n° 196, La Découverte, 1^{er} trimestre 2025.

incertain, le Somaliland toujours en quête de reconnaissance internationale, plus de trente ans après sa sécession en 1991, tandis que Djibouti (voir l'article de Dominique André, *infra*) essaie de tirer son épingle du jeu en proposant une solution alternative, avec à la clé un remodelage des frontières de l'ex-Territoire français des Afars et des Issas¹⁶.

De la Méditerranée à l'océan Indien, une diversité de destins

Entre Suez et Aqaba, un calme trompeur ?

Le canal de Suez garde encore son rôle de porte privilégiée du commerce maritime entre l'Orient et l'Occident, avec un défilé ininterrompu de porte-conteneurs qui peuvent désormais accélérer leur transit depuis le doublement d'une partie du canal en 2015 : ce fut la première entreprise d'envergure du pouvoir militaire égyptien réinstauré à l'été 2013, après l'élimination de Mohamed Morsi, le premier président civil issu d'un scrutin démocratique, mais candidat des Frères musulmans.

Le canal de Suez demeure l'une des premières sources de devises de l'État égyptien – et de son armée –, aux côtés de ses autres rentes que sont le tourisme et les hydrocarbures. L'idée en était non seulement d'augmenter la capacité du trafic, mais aussi d'attirer les investissements industriels sur ses rives, et de fournir des emplois à la main-d'œuvre égyptienne, sur le modèle des ateliers d'Asie du Sud et du Sud-Est ou, plus proches, d'Éthiopie. Des zones franches se sont développées de Port-Saïd, cité marchande sur la Méditerranée, à Suez, pôle industriel sur la mer Rouge, avec son avant-port d'Aïn Sokhna. Mais l'attractivité de cette Zone économique du canal de Suez est limitée, face à la concurrence des ateliers d'Asie du Sud et du Sud-Est, voire, de plus en plus, de l'Éthiopie¹⁷ et de celles, voisines, d'Eilat¹⁸ ou d'Aqaba¹⁹.

16. Eric Manirakiza, « La cogestion de Tadjourah : un pont entre Djibouti et l'Éthiopie face aux tensions régionales », VOA Afrique, 13 septembre 2024, <www.voaafrique.com/a/la-cogestion-de-tadjourah-un-pont-entre-djibouti-et-l-%C3%A9thiopie-face-aux-tensions-r%C3%A9gionales/7782652.html>.

17. Ambassade de France en république arabe d'Égypte, « La Zone économique du canal de Suez, au cœur des ambitions industrielles de l'Égypte », *La Lettre économique d'Égypte*, n° 126, mars 2022 ; « Fin de la zone franche de Port-Saïd sur le canal de Suez », *Thalassa : le Magazine de la mer*, France 3, 28 mars 2003, Archives INA, <www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/i21085844/fin-de-la-zone-franche-de-port-saïd-sur-le-canal-de-suez>.

18. « The Port City of Eilat: A Hub for Free Trade and Commerce », Secret Israel, <www.secret-israel.com/featured/the-port-city-of-eilat-a-hub-for-free-trade-and-commerce/>.

19. « Aqaba Special Economic Zone Authority », Middle East Free Zone, 9 décembre 2023, <<https://middleeastfreezone.com/Aqaba>>.

Quel avenir pour le canal ?

Le canal de Suez demeure une voie de passage privilégiée, mais son avenir est obéré par différents aléas : d'un point de vue opérationnel, le doublement de la capacité est-il suffisant pour permettre de garder une avance sur d'autres voies d'acheminement ? L'accident survenu au porte-conteneurs *Evergreen* en 2021 a rappelé la vulnérabilité de ce conduit, en bloquant le trafic durant près d'une semaine pour un simple échouage²⁰.

Par ailleurs, le canal est limitrophe du Sinaï, où opère un mouvement armé lié à l'État islamique (Province du Sinaï)²¹ [Forey, 2016], que l'armée nationale ne parvient pas à éliminer. D'autre part, la dévastation actuelle de la bande de Gaza pose la question de l'avenir de toute la région et du maintien de la sécurité aux abords du canal : le contournement du cap de Bonne-Espérance sera bientôt complété par d'autres voies maritimes (route de l'Arctique, ouverte par le réchauffement climatique de la Sibérie), terrestres (voie ferrée Chine-Kazakhstan-Russie) ou mixte (par le port de Gwadar au Pakistan, de Chabahar en Iran).

Le nord de la mer Rouge, un espace composite et prospère

Les golfes de Suez et d'Aqaba voient quatre pays (l'Égypte, Israël, la Jordanie et l'Arabie Saoudite) se rejoindre de part et d'autre de la presqu'île du Sinaï : une zone qui fut naguère le théâtre d'affrontements armés à résonance planétaire (la guerre des Six Jours de juin 1967), et qui demeure très sensible, à l'orée du canal de Suez, et à proximité de la bande de Gaza. Mais c'est également une zone de développement économique : ses rives sont jalonnées de ports industriels associés à des zones franches, de Suez à Eilat et Aqaba, tandis que la rive orientale est vouée à un tourisme balnéaire international, de Taba à Charm el-Cheikh. La coexistence de ces pays est aujourd'hui harmonieuse, l'Égypte, la Jordanie et Israël étant liés par des accords de paix et de coopération économique. L'Arabie Saoudite a rejoint cette dynamique sans se joindre aux accords d'Abraham : Israël se voit confier un rôle de protecteur des

20. Gaëlle Ménage, « Blocage du canal de Suez : quelles conséquences sur le monde ? », Forbes, 5 avril 2021, <www.forbes.fr/business/blocage-du-canal-de-suez-quelles-consequences-sur-le-monde/>.

21. « Égypte : huit policiers tués dans une attaque contre un barrage au Nord-Sinaï », Africa News, 5 juin 2019, <<https://fr.africanews.com/2019/06/05/egypte-huit-policiers-tues-dans-une-attaque-contre-un-barrage-au-nord-sinai/>>.

monarchies du Golfe, en relais de la puissance américaine qui se tourne vers la zone Asie-Pacifique. Mais après avoir obtenu de l'Égypte la souveraineté sur les îles de Tiran et Sanafir, à l'entrée du golfe d'Aqaba, l'Arabie Saoudite a abandonné son projet de pont maritime appuyé sur ces îles : peut-être s'est-elle ravisée à la perspective de donner aux Égyptiens un accès facile à son territoire, au moment où elle souhaite faire de cet angle nord-est du royaume le site de développements futuristes²².

Le projet de cité artificielle et futuriste Neom peut en effet être intégré dans la dynamique de cette partie septentrionale de la mer Rouge. Le projet de cité d'un seul tenant de 280 km de long, desservi par *The Line*, une voie express, a été abondamment promu sur plan par des agences publicitaires américaines : il est conçu pour abriter une nouvelle société, totalement déconnectée de son environnement, et censée être comblée par la mise à disposition hors-sol de toutes les facilités de la vie occidentale : un mix de Silicon Valley et de Miami Beach.

Mais ce projet qui a déjà pris du retard sera probablement revu à la baisse, voire abandonné, car il rencontre des difficultés techniques et financières²³. De plus, la grande confédération des Howeitat s'est élevée contre son expropriation de ces terres de parcours ancestrales²⁴ : la révolte de ces Bédouins, dont le terroir s'étend du Sinaï au Néguev, exprime un « retour du réel » pour le prince héritier Mohammed ben Salmane, et pour son ambition de mener, tambour battant, la société saoudienne vers l'après-pétrole. Mais cette réalisation aura sans doute atteint l'objectif initial, si elle tourne les regards vers une Arabie promue comme « nouvelle », et capable de rebond après la perte attendue de la rente des hydrocarbures.

22. Amani Gamal El Din, « Le Caire-Riyad : un partenariat stratégique en perspective », *Al Arham Hebdo*, 23 octobre 2024, <<https://french.ahram.org.eg/News/56043.aspx>>.

23. Nuha Yusef, « After the Failure of Its Timeline: Has the Saudi Neom Project Become a Fantasy Dream? », *Alestiklal*, non daté, <<https://www.alestiklal.net/en/article/after-the-failure-of-its-timeline-has-the-saudi-neom-project-become-a-fantasy-dream>>.

24. « The Dark Side of Neom: Expropriation, expulsion and prosecution of the region's inhabitants », *ALQST for Human Rights*, février 2024, <<https://alqst.org/uploads/the-dark-side-of-neom-expropriation-expulsion-and-prosecution-en.pdf>>.

*Le littoral du Hedjaz, relais du Golfe :
un développement industriel intégré, ouvert sur une mer libre*

Plus au sud, la partie centrale de la mer Rouge met en vis-à-vis le littoral du Hedjaz saoudien et la façade soudanaise des montagnes de la mer Rouge. Sur la rive saoudienne, la Vision 2030 du prince héritier Mohammed ben Salmene égrène des projets de cités balnéaires de luxe²⁵, avec en arrière-plan les vestiges nabatéens d'Al-'Ula, destinés à restituer à l'Arabie sa dimension préislamique : une provocation aux tenants de l'islam rigoriste « wahhabite » ?

Au centre, des projets industriels sur le littoral, de Yanbu al Bahr à Djeddah, prennent le relais des cités pétrolières du Golfe, comme Dammam et Dhahran, au cœur du Hasa chiite, face à l'Iran, et sur un golfe « Persique » fermé par le détroit d'Ormuz. Cette concentration de la dynamique du royaume sur le littoral de la mer Rouge fait cependant fi d'un aménagement du territoire équilibré, tel que l'avait rêvé Ibn Saoud, le fondateur moderne de la dynastie, et pourrait fragiliser à terme la stabilité du royaume, puisqu'elle délaisse non seulement l'intérieur de ce vaste pays, mais même celui du Hedjaz historique, au profit de sa frange littorale.

Une façade africaine désertique et isolée

Cette « Arabie nouvelle » qui se dessine sur un modèle californien fait contraste avec la rive africaine qui, de l'Égypte à l'Érythrée, demeure à l'écart de tout projet de développement intégré. Certes, la façade égyptienne connaît un développement touristique balnéaire « hors-sol²⁶ » devenu un pactole qui prend le relais du tourisme « culturel » sur les sites antiques de la vallée. Mais à l'arrière des plages, les montagnes de la mer Rouge demeurent le domaine de tribus chamelières nomades, arabes, Ababda et Bisharin en Égypte, de souche béja au Soudan. À l'interface entre Égypte et Soudan, le « triangle » de Hala'ib, occupé par l'armée égyptienne, demeure une pomme de discorde avec le Soudan, entre

25. Voir le projet Red Sea Global, chargé de la mise en avant touristique du rivage saoudien de la mer Rouge, <www.redseaglobal.com/en/>.

26. Racha Darwish, « Ras Banas, le nouveau mégaprojet de développement de l'Égypte sur la mer Rouge », *Al Ahram Hebdo*, 20 septembre 2024, <<https://french.ahram.org.eg/News/52940.aspx>>; Eleonora Ardemagni, « Berenice in the Red Sea Rebus: What's Still Vague in the Egypt-Saudi Alliance », ISPI, 27 novembre 2020, <www.ispionline.it/en/publication/berenice-red-sea-rebus-whats-still-vague-egypt-saudi-alliance-28507>.

frontières politique et administrative²⁷ : un lieu de trafics d'hommes et de marchandises, adossé aux montagnes de la mer Rouge, domaine de nomades chameliers rétifs depuis l'Antiquité à toute autorité – *dixit* Hérodote ! Mais la ruée vers l'or bouscule désormais l'économie de ces confins, et défie toute autorité établie²⁸. À l'écart de la guerre qui oppose l'armée soudanaise à ses anciens supplétifs des Forces de soutien rapide, de nouvelles forces se mettent en place, entre réseaux de trafiquants et de passeurs.

Plus au sud, le gouvernement militaire soudanais, issu du coup d'État d'octobre 2021 contre la transition démocratique entamée deux ans plus tôt (voir l'article de Gérard Prunier) s'est replié sur Port-Soudan, devenu la capitale *de facto* du Soudan. Derrière cette guerre des chefs, complices devenus rivaux, se profilent d'autres rivalités à l'échelle régionale, qui concernent l'avenir du bassin de la mer Rouge : pour l'Arabie Saoudite, qui assiste impuissante à cet affrontement, la crédibilité de sa Vision 2030 est en jeu, ainsi que sa capacité à imposer un règlement aux deux camps²⁹. Pour les Émirats arabes unis, certes non riverains, mais voisins, l'enjeu est d'importance : l'occasion pour Abu Dhabi et son dirigeant Mohammed ben Zayed Al Nahyan de s'immiscer un peu plus dans la région et d'y affirmer sa volonté de puissance au détriment de l'Arabie Saoudite – qui avait rejeté en 2020 l'entrée des Émirats dans son « Organisation des pays riverains de la mer Rouge³⁰ » – de ce fait vouée à l'échec ; et pour Dubaï, toujours soucieux de marquer son autonomie face à Abu Dhabi, en défendant une conception de ville-État primant sur celle d'État-nation, l'occasion de soutenir son fournisseur et client – au sens romain du terme –, Mohamed Hamdan Dagalo, pourvoyeur d'or à bon compte³¹.

Port-Soudan, le poumon du pays, a accueilli le repli du gouvernement militaire qui, avec le soutien de l'Égypte, a mis fin en novembre 2021 à la « transition

27. « Le Soudan revendique “un droit de souveraineté” sur deux territoires disputés avec l'Égypte », Africa News, 2 mai 2016, <<https://fr.africanews.com/2016/05/02/le-soudan-revendique-un-droit-de-souverainete-sur-deux-territoires-disputes/>>.

28. « Protests against gold mining continue in Sudan Red Sea state », Dabanga, 15 février 2023, <www.dabangasudan.org/en/all-news/article/protests-against-gold-mining-continue-in-sudan-red-sea-state>.

29. « Saudi-Emirati Rivalry Stokes Conflict in Sudan », ADF, 11 juin 2024, <<https://adf-magazine.com/2024/06/saudi-emirati-rivalry-stokes-conflict-in-sudan/>>.

30. Agence Ecofin, « Sept pays arabes et africains riverains de la mer Rouge et du golfe d'Aden créent un bloc régional », 14 décembre 2018, <www.agenceecofin.com/politique/1412-62689-sept-pays-arabes-et-africains-riverains-de-la-mer-rouge-et-du-golfe-d-aden-creent-un-bloc-regional>.

31. « Smuggled Gold Fuels War in Sudan, U.N. Says », ADF, 13 février 2024, <<https://adf-magazine.com/2024/02/smuggled-gold-fuels-war-in-sudan-u-n-says/>>.

démocratique » entamée à l'été 2019. Ce refuge loin de Khartoum, la capitale dévastée, et du Soudan « utile » de la vallée du Nil, et plus encore des provinces du Kordofan et du Darfour où, depuis avril 2023, se déroulaient les combats, a toujours été considéré comme une excroissance du Soudan : une Alexandrie soudanaise, en quelque sorte, loin du Nil, mais donnant sur une mer Rouge bien moins féconde que la Méditerranée. Fondé par les Britanniques au début du XX^e siècle, Port-Soudan n'est en rien à la hauteur des projets saoudiens sur la rive opposée : le centre de la mer Rouge, qui fut autrefois le lieu du transit des pèlerins du Sahel en direction de Djeddah, est aujourd'hui déséquilibré, entre une rive saoudienne tournée vers un avenir prometteur, et une rive soudanaise en proie à un démembrement anarchique.

Dans ces conditions, le projet maintes fois évoqué de base russe sur le littoral [McGregor, 2024], qui a fini par être l'objet d'un accord, ne semble pas près d'être mis à exécution : l'accès aux mers chaudes ou au moins libres de glace, cher à la Grande Catherine, semble moins obsessionnel chez les stratèges russes que ne l'expriment leurs observateurs occidentaux.

Certes, l'arrière-pays, occupé par le couloir oasien de la vallée du Nil, au-delà de la barrière des montagnes côtières, demeure sous le contrôle de l'armée : mais ces terres ancestrales des paysans de la vallée, organisés en tribus sédentaires pour la plupart arabisées et islamisées, qui se considèrent comme les *awlad al balad*, les « enfants du pays », le cœur de la nation soudanaise, ont été en grande partie expropriées sous le régime d'Omar el-Béchir au profit d'investisseurs étrangers, la plupart originaires du Golfe, qui y cultivent luzerne, céréales et légumineuses – irriguées grâce à l'eau (gratuite) du Nil – à destination de la péninsule Arabique [Thomas et El Gizouli, 2020]. Une spoliation qui pourrait elle aussi devenir une source de conflits entre les deux rives, au lieu d'un codéveloppement mutuellement profitable [D'Silva et Ibrahim, 2024].

Bab el-Mandeb, ou comment lever la malédiction ?

Le sud de la mer Rouge procède d'une tout autre problématique : ses deux faces ont été intimement liées tout au long de l'Histoire, depuis les antiques royaumes himyarites ; le souvenir de la reine de Saba et de ses amours tumultueuses avec le roi Salomon rappelle non seulement l'union des deux rives de part et d'autre du Bab el-Mandeb, mais aussi les relations étroites existant déjà avec la Méditerranée et le Proche-Orient. Les Romains opposaient déjà l'*Arabia Felix* à l'*Arabia Petraea*, dont le terminus caravanier de Petra, avant le port d'embarquement de Gaza, était niché au fond de son repaire rocheux.

Ces contrées ont été épargnées par la colonisation, hormis leurs franges côtières : l'imamat yéménite a résisté aux tentatives, grâce à son appui sur le massif de l'Arabie heureuse, tout comme l'Abyssinie mit en échec en 1896 à Adoua la tentative d'invasion italienne, qui masquait mal la main de la Grande-Bretagne soucieuse d'écarter les Français ; ceux-ci se contenteraient donc d'Obock, avant de fonder Djibouti.

Le Yémen était ainsi une contrée prospère et paisible, ce dont témoignent encore les imposantes demeures et les palais accrochés au flanc des falaises ou dressés au sommet des collines ; un peuple de montagnards et de marins intrépides, tourné vers l'océan Indien et la Corne de l'Afrique, en quête de trésors exotiques jusqu'aux rivages de l'Insulinde et de la Chine. Certes, l'Empire ottoman y prit pied dès le XVI^e siècle et en fit le pourvoyeur de son café [Tuchscherer, 1997] ; mais le Yémen, comme l'Érythrée qui lui fait face, fut d'abord un relais sur la route maritime menant de la Méditerranée à l'Afrique orientale et à l'Extrême-Orient : le port d'Adoulis, bien avant Massaooua, accueillait, tout comme Mokha sur la rive yéménite, les commerçants indiens, leurs frères en islam. L'Éthiopie prenait sa part dans ces échanges, l'Érythrée étant une marche de l'empire, dirigée par le Bahr Negash pour le compte de l'empereur.

Le « printemps arabe » a été l'occasion inattendue, pour la jeunesse urbaine, de tenter de secouer le joug du régime brouillon de l'inauvouable président Ali Abdallah Saleh ; mais l'affrontement stérile des grandes confédérations tribales a fait le jeu du mouvement houthiste, avant tout issu de la frustration du pays profond. L'intervention dévastatrice de l'Arabie Saoudite, appuyée par une coalition indigne de 34 pays « clients », n'a fait qu'ouvrir la porte à l'implantation de l'Iran, d'Al-Qaïda et de milices régionales comme le Conseil de transition du Sud. À ce jour, en dépit du retour à une paix précaire, aucune amorce de réparations et de règlement institutionnel n'a été engagée ; l'implantation stratégique iranienne sur ce promontoire d'entrée de la mer Rouge, malgré lui victime expiatoire des échanges de missiles d'un bout à l'autre de la mer Rouge, n'a pu qu'en être facilitée.

*Autour du Bab el-Mandeb, une précarisation du trafic maritime*³²

C'est aujourd'hui cette partie de la mer Rouge, naguère marginale, qui attire le plus l'attention : au tournant du XXI^e siècle, la piraterie issue des côtes somaliennes avait surpris, tant par son mode opératoire inédit (attaques audacieuses en haute

32. Voir Lavergne [2024].

mer de porte-conteneurs chargés de biens de consommation, non pas pour se les approprier, mais pour en obtenir une rançon) que par la modernité de ses procédés (vedettes rapides, utilisation du système des *hawala* pour les transferts de fonds) ; cette activité lucrative, qui frappait au cœur le système de transport international et de l'assurance avait pu être jugulée grâce à la mise sur pied d'une mobilisation internationale³³, mais elle se manifesta à nouveau quelques années plus tard, sa raison d'être – l'anarchie prévalant en Somalie, les désastres climatiques³⁴ frappant les clans d'éleveurs – revenant de façon récurrente, tandis que se poursuivaient les guerres intestines entre pouvoir central et États fédérés, d'une part, et la menace provenant de milices tribales affiliées à un « islam politique » de circonstance.

L'attention des observateurs – et des chercheurs – a tendance à se focaliser sur les conséquences de ces éruptions de violence et de criminalité, au détriment des causes. Nul doute que pour les peuples riverains de ces confins, les déboires des armateurs et des acteurs économiques de l'Orient comme de l'Occident importent moins que leurs préoccupations de survie face aux aléas du climat et à la dégradation de l'environnement, donc de leurs moyens d'existence. Les affiliations politico-religieuses recouvrent donc avant tout la quête de protecteurs, pourvoyeurs de moyens de survie, de manière à combler le fossé creusé avec leurs voisins nomades, hier faméliques, devenus soudain les maîtres du monde par la magie du pétrole.

Le « triangle » yéménite manifeste un équilibre toujours instable entre isolement et ouverture, division et unité, appuyé sur des structures tribales et claniques immémoriales et régies par des règles intangibles. Derrière les étiquettes, qu'il s'agisse du Conseil de transition du Sud, ou même d'Al-Qaïda, les canaux traditionnels ménagent des espaces de dialogue, qui, les pressions extérieures étant levées, pourraient permettre de retrouver la voie de la stabilisation et de la reconstruction. Les ambitions croisées et concurrentes des Émirats arabes unis d'un côté, de l'Arabie Saoudite de l'autre, se sont d'ailleurs heurtées tant dans l'Hadramaout que sur l'île de Socotra, qui commande aux abords du Bab el-Mandeb : un jeu dangereux même pour la fédération des EAU, qui s'est prestement retirée du conflit, lorsque celui-ci a mis au jour des tensions internes : les intérêts de Dubaï et ceux d'Abu Dhabi peuvent se révéler concurrents dans la course aux eaux libres, qui mobilise leurs instruments concurrents de gestion portuaire, Dubaï Port World voyant émerger un Abu Dhabi Port World ; loin de ces combats de titans, il se dit que les soldats émiriens engagés au Yémen,

33. En particulier l'opération Atalante de l'Union européenne, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration_Atalante>.

34. Avec le phénomène récurrent de La Niña, vecteur de sécheresses récurrentes.

issus « naturellement » des Émirats les plus pauvres, auraient eu des velléités de fraternisation, voire de désertion, envers leurs « ennemis ». Ce qui pourrait expliquer le retrait précipité des Émirats de la coalition internationale, et leur abandon de la base arrière d'Assab en Érythrée.

La Corne de l'Afrique au défi de la « balkanisation »
sur fond de développement inégal

Dans la Corne de l'Afrique, les tendances à la fragmentation l'emportent nettement : l'empire abyssin n'a pas forgé de conscience nationale assez forte pour dépasser les clivages ethniques, et repose sur une déclinaison verticale et hiérarchisée du pouvoir. Le premier stade de la division concerne le hiatus entre intérieur et littoral : le complexe obsidional de la forteresse abyssine, l'Éthiopie et ses 120 millions d'habitants, s'est mué en une exigence d'accès à la mer, pour répondre aux nouveaux besoins d'ouverture au monde et aux échanges de marchandises, importées comme exportées. Les manœuvres pour obtenir cette ouverture sont indissociables des projets de développement économique interne de l'Éthiopie : une marche vers la « prospérité » censée fondre les rivalités et les rancœurs millénaires des peuples qui s'y côtoient, en dépit d'une hiérarchisation toujours prégnante dans les esprits. L'image qui s'impose est celle d'un Gulliver à la fois rongé de l'intérieur par ses propres peuples rivaux – la domination séculaire amhara bafouée par les Tigréens, et aujourd'hui contestée par les Oromos – et ligoté par les Lilliputiens des marches traditionnelles de l'empire : Somalis, Afars et Tigréens, ces derniers par ailleurs *de facto* à la tête de l'Érythrée indépendante³⁵.

Ces mécanismes internes au long cours laissent peu de place aux influences extérieures : les démêlés internes de l'Éthiopie, qui se dégradent en un chapelet de guerres civiles, échappent à l'entendement des observateurs extérieurs et aux rivalités des grandes puissances ; il en va de même pour l'espace somali, dont les cinq branches sont à la fois le théâtre d'irréductions persistants, du Kenya au Somaliland en passant par l'Ogaden. La Somalie elle-même est une fédération d'États quasi indépendants, donnant à voir le fonctionnement d'une confédération dont la capitale s'efforce de promouvoir des intérêts communs, s'appuyant sur de fragiles et mouvants soutiens étrangers. Ainsi va ce pays hors normes, paradoxalement le seul en Afrique à présenter une unité ethno-religieuse quasi

35. Awol Allo, « Why Abiy Ahmed's Prosperity Party could be bad news for Ethiopia », Al Jazeera, 5 décembre 2024, <www.aljazeera.com/opinions/2019/12/5/why-abiy-ahmeds-prosperity-party-could-be-bad-news-for-ethiopia>.

totale³⁶, mais balloté au gré des contingences claniques et des exigences de la survie confrontée aux aléas climatiques.

La marche en avant de l'Éthiopie est moins freinée par ses démêlés avec ses voisins d'aval sur le cours du Nil, jusqu'ici menaçants mais impuissants, ni même par les refus de ses autres voisins occupant des rivages convoités mais interdits. Ni même par leur coalition, comme celle de l'alliance entre l'Érythrée et le gouvernement central de Mogadiscio, où l'Égypte intervient en *back-up*, que par ses dissensions internes³⁷. Le mode de développement économique choisi repose en effet sur une ouverture sans frein aux investissements étrangers, au prix de la destruction de l'environnement et de la prolétarianisation de larges segments de la population rurale. Autour de cette Abyssinie millénaire, qui tente de s'ouvrir au monde extérieur, au prix de fractures sanglantes et périlleuses, les marges tentent de préserver leur autonomie.

L'Érythrée, fermée hermétiquement, est tenue d'une main de fer par un petit groupe d'anciens combattants de la lutte de libération, dont ils prétendent tirer leur légitimité. Ils s'appuient pour ce faire sur un projet de refonte autoritaire de la société, sur le soutien prétendu de la population des campagnes, contre les villes présentées comme privilégiées, car épargnées par les affres de la guerre de libération, et qui auraient au contraire bénéficié de la présence de la soldatesque éthiopienne.

En réalité, le projet inavoué du leader suprême, Issayas Afewerki, est le démembrement de l'Éthiopie, et le seul moyen pour parvenir à son but est la mainmise de l'Érythrée sur l'ensemble de la Corne et même, qui sait, au-delà. Non content de soutenir divers mouvements éthiopiens, après avoir contribué à anéantir ses anciens camarades de lutte tigréens, qui constituaient un obstacle à ses projets, le pouvoir érythréen, bien que farouchement laïque, apporte de longue date son soutien à des factions somaliennes ou soudanaises, indifféremment islamistes, des montagnes de la mer Rouge comme du lointain Darfour.

Conclusion

Ce tour d'horizon des projets et des menaces qui entourent la mer Rouge permet de mesurer à quel point les dynamiques locales et régionales, impulsées ou soutenues par des ambitions de développement, ou bien par des quêtes de

36. Maxime Arquillière, Daniel Richard et Capucine Peignier, « Les clans, source d'instabilité en Somalie », Irénées.net, janvier 2015, <www.irenees.net/bdf_fiche-defis-278_fr.html>.

37. Elias Getnet, « East Africa: Why Is Cairo Interested in the Horn of Africa », *The Ethiopian Herald*, 25 septembre 2024, <<https://allafrica.com/stories/202409250248.html>>.

pouvoir et de ressources, sont marquées par des rapports de force qui doivent peu aux règles établies du concert des nations. La région est ainsi largement démunie de cadres institutionnels validés et respectés, autour de la notion de citoyenneté et d'État de droit.

Or il ne s'agit pas là d'un sous-continent périphérique ou en équilibre autour de valeurs nées d'une histoire partagée ; au contraire, il s'agit d'une zone sensible du globe, non pas seulement par le trafic des marchandises qui la traversent, mais par le voisinage immédiat, sur ses rives et ses arrière-pays, de la plus extrême richesse et de la plus extrême pauvreté. Les flux humains incontrôlés y sont constants, en un mouvement qui draine les campagnes de la rive africaine vers les pays nantis de l'autre rive, mais aussi vers les destinations plus lointaines du continent européen.

Une piste de réflexion sur la pratique du pouvoir dans cette région du monde peut être offerte par le profil des principaux acteurs. La faiblesse des rouages institutionnels, l'absence de consultation populaire qui président aux ascensions comme aux chutes des dirigeants donnent l'occasion à des profils hors du commun d'émerger : ce peut être un facteur d'accélération des changements, mais aussi de fragilité et d'instabilité.

On peut ranger dans cette catégorie, au premier chef, des personnalités aussi variées qu'Issayas Afewerki l'Érythréen, personnage secret et déterminé, mais dont on perçoit mal, après plus d'un demi-siècle aux commandes de son mouvement, puis de son pays, quel est son but ultime, sa vision, étant entendu qu'elle n'est pas la quête de l'argent, ni le soutien populaire ; que Mohammed ben Salmane, le Saoudien, héritier sans compétences ni soutien d'une colossale fortune nationale, mais qui s'est donné une mission titanesque, fondée sur une intuition et un sens de l'Histoire : une « Vision », dont on peut questionner la faisabilité et les objectifs, mais dont on ne peut contester la cohérence ; ou que Abiy Ahmed l'Éthiopien, un technocrate qui se croit investi d'une mission divine, celle de faire sortir son pays de la misère et de l'archaïsme, sur les pas de son prédécesseur Meles Zenawi, mais sans avoir la légitimité et le soutien d'un puissant mouvement armé...

Tous les trois se trouvent confrontés à des obstacles colossaux, nés de résistances inquiètes, mais aussi de leur appréciation déficiente des rapports de force et de l'état même de leurs sociétés, recrutées de changements et de bouleversements traumatisants.

On pourrait ajouter à cette liste Benjamin Netanyahu, certes issu d'un autre univers, parachuté comme la plupart de ses concitoyens aux portes d'un univers méconnu et méprisé, mais qui se veut lui aussi un accélérateur de l'Histoire, au risque d'en être un frein, et *last but not least*, Hemedti, le condottiere illettré d'une obscure tribu de nomades dépareillés du Darfour, qui de pillard du désert, ambitionne de conquérir la ville pour s'y civiliser...

D'autres personnages sont à l'opposé, voués à maintenir l'ordre existant, ou à le conforter pour en faire le support d'un clan prééminent. Mohammed ben Zayed, héritier du père fondateur des Émirats, est de ceux-là : d'une fortune et d'un clan, il s'efforce de faire un État, sur un mode qui contraste radicalement avec celui de son homologue et quasi homonyme d'Arabie Saoudite, comme l'a montré son engagement plus mesuré en Éthiopie et en Érythrée, puis au Yémen. Mais qui a démontré, en mettant un terme aux vellétés de son pair de Dubaï de faire cavalier seul, et en déclinant sa propre « Vision », sa capacité à faire d'une Fédération de rentiers un État respecté à l'échelle planétaire.

Pas de surprise non plus à ce que les militaires soient, dans ces pays, les seules colonnes vertébrales de l'État : non pas pour le servir, certes, mais pour s'en servir, comme c'est le cas d'Abdel Fattah al-Sissi en Égypte, choisi par ses pairs et par le protecteur américain pour mettre le holà à l'expérience démocratique du Printemps arabe ; de même pour Abdel-Fattah al-Burhan au Soudan, qui n'a fait qu'écarter son maître Omar el-Béchir, devenu encombrant, pour maintenir le système de prédation en place, malheureusement sans qu'un accord ait pu être trouvé avec Hemedti sur une modalité de partage.

Autre sujet d'inquiétude, la négligence avec laquelle les puissances prétendant à des responsabilités à l'échelle globale semblent ne pas prendre la mesure des menaces que la situation de la région engendre pour la paix dans le monde : la multiplication des déploiements de forces militaires étrangères sur les rives et sur les abords de la mer Rouge ne doit pas faire illusion : ces bases n'ont pas pour mission avouée la défense des pouvoirs en place et n'en ont guère la compétence. Elles ne sont en réalité même pas en mesure d'empêcher l'intrusion de mouvements déstabilisateurs, importés ou émanant du cœur même de peuples frustrés.

La prise de La Mecque en 1975, ou l'invasion du Koweït en 1990 sont dans toutes les mémoires, tandis que l'implication directe de l'Occident dans la dévastation, par une guerre inepte et criminelle, du Yémen n'a donné lieu à aucune réflexion, ni bien sûr à aucune réparation. Et qu'aujourd'hui le naufrage du Soudan déchiré entre des groupes mus uniquement par l'appât du gain, qu'il s'agisse de l'armée régulière ou de ses supplétifs, ne rencontre que l'indifférence ou l'impuissance d'un Occident qui prétend encore régenter le monde.

Bibliographie

DIBABA S. D. (2021), « The Merger of Ethiopia People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF) into Ethiopia Prosperity Party (EPP) and Its Impact on the Constitution », *International Journal of Scientific & Engineering Research*, vol. 12, n° 3, <www.researchgate.net/publication/343769799_The_Merger_of_Ethiopia_People%27s

- Revolutionary_Democratic_Front_EPRDF_in_to_Ethiopia_Prosperty_Party_EPP_and_Its_Impact_on_the_Constitution>.
- D'SILVA B. et IBRAHIM A. (2024), « Food security: Can war-torn Sudan recover and help address the global food crisis? », World Economic Forum, <www.weforum.org/stories/2024/03/sudan-agriculture-world-food-crisis-solution/>.
- FOREY S. (2016), « Les dynamiques socio-économiques et les ressorts des réseaux de la Wilayat Sinaï », Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, juin, 16 p., <www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/dynamiques-socio-economiques-ressorts-reseaux-wilayat-sinai-2016>.
- LAVERGNE M. (2018), « Autour de la crise entre le Qatar et l'Arabie Saoudite, grandes manœuvres sur la mer Rouge », *Diplomatie*, n° 92, mai-juin, p. 40-44.
- (2018), « La mer Rouge peut-elle s'embraser ? », *Diplomatie*, n° 46, août-septembre, p. 64-67.
- (2021), « La mer Rouge, de la ligne de faille au champ de bataille », *Diplomatie*, n° 60, février-mars, p. 54-57.
- (2022), « Autour de la mer Rouge, d'ambitieuses "visions" confrontées à la persistance des menaces », *Diplomatie*, n° 68, juin-juillet, p. 53-55.
- (2024), « La mer Rouge, mer de toutes les batailles », *Diplomatie*, n° 127, mai-juin, p. 12-18.
- (2024), « Security Developments in the Red Sea : A focus on the Southern Gate », King Faisal Center for Research and Islamic Studies, Al Masarat, Djeddah, octobre, p. 7-13, <www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2024/10/Lavergne_Masarat.pdf>.
- LAVERGNE M. et RIGOLET-ROZE D. (dir.) (2022), « La mer Rouge : convoitises et rivalités sur un espace stratégique », *Orients stratégiques*, n° 13, p. 7-27 et p. 43-65.
- MCGREGOR A. (2024), « Russia Switches Sides in Sudan War », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 21, n° 102, <<https://jamestown.org/program/russia-switches-sides-in-sudan-war/>>.
- SOLÉ R. (2021), *Ismail pacha, khédive d'Égypte*, Paris, Perrin, 270 p.
- THOMAS E. et EL GIZOULI M. (2020), « Sudan's Grain Divide. A revolution of bread and sorghum », Briefing paper, Rift Valley Institute, février, 7 p., <<https://riftvalley.net/wp-content/uploads/2020/02/Sudans-Grain-Divide-by-Edward-Thomas-and-Magdi-El-Gizouli-RVI-X-Border-Project-2020.pdf>>.
- TUCHSCHERER M. (1991), « Les activités des Turcs dans le commerce de la mer Rouge au XVIII^e siècle », in PANZAC D. (dir.), *Les Villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, Marseille, CNRS, pp. 321-364.
- TUCHSCHERER M. (1997), « Des épices au café, le Yémen dans le commerce international (XVI^e-XVII^e siècle) », *Chroniques yéménites*, vol. 4-5, <<http://journals.openedition.org/cy/103>>.